UN NUMERO 10 C.

LE

PEUPLE SOUVERAIN

JOURNAL DE LYON.

On s'abonne à Lyon, au Bureau du Journal, place de la Préfecture, 15; à Paris, chez M. L'ÉTOILE et C^o, rue N.-D.-des-Victoires, 48, et chez M. DELAIRE, rue J.-J.-Rousseau, 3.
(Les Abonnements et les Annonces se paient d'avance.)

Le *Peuple Souverain* paraît tous les jours, excepté le Dimanche, et donne les nouvelles de 24 heures avant les journaux de Paris.
Tout ce qui concerne la rédaction et l'administration du *Peuple Souverain*, doit être adressé franco au Directeur-Gérant.

Prix de l'abonnement :
Trois mois. Six mois. Un an. —
LYON, 8 fr. 50 c. 16 fr. 50 fr.
DÉPARTEMENTS, 12 22 40
Annonces, 25 c. — Réclames, 40 c.

Sommaire.

La candidature Genoude. — Le *Courrier* est bien changé. — Du cautionnement. — Réponse à une petite feuille. — Savoie. — Italie. — Correspondance particulière du *Peuple Souverain*. — Assemblée nationale : séances des 13 et 14 juillet. — Chronique locale. — Commission du travail : séance du 29 juin. — Allemagne ; Angleterre. — Nouvelles diverses.

Lyon, le 15 juillet 1848.

Candidature Genoude.

L'Union Nationale, dans une lettre écrite par un soit-disant campagnard, fait l'apologie de l'abbé de Genoude, qu'elle dit apôtre de la démocratie depuis dix-huit ans. Mais que l'Union, reportant ses souvenirs à une époque plus reculée, veuille bien nous dire si, aux beaux jours de 1814 et de 1815, le citoyen de Genoude voulait les droits de tous; ou plutôt si, dans son esprit et dans ses actes, tout n'était pas subordonné au règne et au bon vouloir des Bourbons de la branche aînée? Pendant tout le règne de ces rois ramenés par les Cosaques, n'a-t-il pas défendu les privilèges du roi, de la noblesse et du clergé? S'est-il une seule fois abstenu d'applaudir à toutes les mesures anti-libérales des gouvernements de Louis XVIII et de Charles X? Pour nous, qui connaissons le dessous des cartes, nous sommes trop convaincus que si la feuille de sacristie donne son appui au légitimiste grenoblois, c'est qu'il est digne de ces hommes qui, au lieu de voter, sous Louis-Philippe, pour les candidats de l'opposition, qu'ils appelaient anarchistes, donnaient leurs voix à l'ex-président Sauzet, parce que ce citoyen se livrait à toutes les simagrées bigotes et votait des fonds au parti prêtre pour ses monuments.

Nous espérons bien qu'un calotin qui, sous Louis-Philippe, a promené honteusement, et en vain, sa candidature dans tous les collèges électoraux du pays, sera, cette fois encore, bel et bien éconduit par les électeurs du département le plus républicain de toute la France. S'il en était autrement, nous devrions désespérer de l'avenir de notre République; car notre révolution, au lieu de nous faire progresser, nous aurait reportés bien loin en arrière... Cette fois, au moins, les démocrates ont beau jeu : les blancs portent Genoude et les bleus du *Courrier* parlent de Bugeaud! Que les républicains s'entendent et soient unis, et assurément la victoire leur appartiendra.

Le *Courrier* est bien changé!

Le *Courrier de Lyon*, journal qui a toujours applaudi aux mesures du gouvernement de Louis-Philippe, qui a constamment signalé les Républicains, sous ce même gouvernement, comme des séditeux, même comme des gens sans aveu, bat des mains comme un enfant joyeux, relativement aux mesures prises par le gouvernement de la République du sabre. Il est content, il n'est plus aux mois de février et mars, époque à laquelle il rédigeait son journal avec les ciseaux, où ses colonnes ne renfermaient que les rapports et les décrets du gouvernement provisoire et les arrêtés du comité central de la mairie. N'est-ce pas, bon *Courrier*, autre temps, autre mœurs? Alors vous et vos patrons vous eussiez consenti à toutes les institutions politiques et sociales qui eussent été demandées. On ne pouvait accorder au peuple trop de liberté. Aujourd'hui vous êtes bien aises que les clubs soient frappés d'impuissance, que la presse ne puisse plus discuter librement des réformes sociales! Vous dites bien que les manufactures étaient paralysées et désertes, que les capitaux émigraient à l'étranger, mais vous ne dites pas pourquoi; car les motifs que vous donnez ne sont rien moins que la vérité. Si l'industrie ne fonctionnait pas, sachez-le, bon *Courrier*, c'est que les industriels n'adhéraient pas à la révolution: si les capitalistes retiraient leurs fonds, c'était pour rendre le gouvernement républicain impossible. Ne parlez pas de propriétés me-

nées, de violences et de séquestrations, car vous savez mieux que nous, que ni la Révolution de juillet 1830, ni celle de février 1848 ne se sont livrées à de tels actes; qu'il a fallu un lendemain, pour que l'on pût ainsi calomnier le peuple qui avait fait ces deux révolutions. Car qui a refusé le travail à ceux-là même qui n'ont que ce droit de propriété? Vous le savez, sans pouvoir le contester: ce sont ceux qui disposent de tout. Qui a repris d'une main ce que l'on avait donné de l'autre? Ce sont ces hommes du pouvoir qui ont élevé leurs sièges sur les pavés des barricades qu'ils ont renversées et séquestrées après la victoire. Ce sont ceux-là même qui ont combattu pour la conquête des droits incontestables, et qui ne veulent plus reconnaître le lendemain ce que la veille ils déclaraient légitime, imprescriptible, inaliénable. Vous, gouvernants, qui écoutez toutes ces flatteries, gardez-vous bien de vous laisser aller aux adulations des journaux monarchistes; car, détrônés à votre tour, ils pourraient vous appliquer les vers de la fable du corbeau et du renard: Vous seriez le corbeau, entendez-vous, eux le renard et nous le fromage.

Du cautionnement.

Le *National* repousse d'une manière absolue le cautionnement des journaux; mais il propose une mesure restrictive contre laquelle on ne saurait guère élever une objection sérieuse suivant lui, et il a raison. Tout article est une action dont on doit être personnellement responsable: il demande, en conséquence, que sur chaque exemplaire signé par le gérant et envoyé tous les jours au procureur de la République, chaque article porte également la signature de l'auteur. Cela établi, ajoute le *National* avec une parfaite justesse, tout deviendrait facile. Les écarts de la parole écrite seraient réprimés par une pénalité grave, et qu'on pourrait rendre aussi sévère qu'on le voudrait.

A cela, en vérité, nous ne savons ce que l'on pourrait répondre.

Il existe à Lyon une petite feuille qui paraît trois fois tous les mois et qui, dans ce laps de temps, a si peu de nouvelles à donner à ses lecteurs, qu'elle consacre la plus grande partie de ses colonnes à faire l'éloge de son rédacteur en chef, dont nous taïrons le nom pour ne pas le faire rougir, car nous savons que le pauvre sire a plus d'une fois manifesté le regret de ce qu'il portait un nom si roturier et si peu propre à faire passer un homme à la postérité. Cette petite feuille ou rapsodie, comme on voudra, non contente de s'encenser elle-même aux dépens de ses abonnés, se permet encore de calomnier les journaux. Ainsi, le n° 12 de cette superfétation contient un passage dont voici le sens: « Le rédacteur du *Peuple Souverain* est aussi celui de l'Union Nationale, puisqu'un article sur le cautionnement des journaux a été inséré le même jour dans les deux feuilles. » Nous répondrons au public, et non à l'orgueilleux rédacteur de la petite feuille, que cet article, dans un but d'utilité générale, a été communiqué aux journaux par la correspondance Pauchet, et que si l'Union Nationale a trouvé bon de le reproduire, le *Peuple Souverain* l'avait aussi jugé nécessaire. C'est ce qu'ont fait, du reste, nombre de journaux de la capitale et des départements, que ne rédige certainement pas le rédacteur du *Peuple Souverain*.

Maintenant, un mot au rédacteur de la petite feuille dont nous voulons parler:

1° Est-il aussi rédacteur de l'Union Nationale, parce qu'il fait chorus avec cette feuille pour encenser certain magistrat duquel la majorité de la population n'a pas une si haute idée que ces deux petits journaux?

2° Lui qui se vante d'être démocrate et bon républicain, pourquoi applaudit-il à la délivrance du citoyen Girardin? pourquoi semble-t-il si aise que l'on n'ait pas sévi contre ce brouillon qui a tant contribué, par ses écrits, aux maux auxquels la capitale vient d'être en-

proie, contre cet ennemi de la République, ce confident de Louis-Philippe?

3° Pourquoi, en fait de candidatures à l'assemblée nationale, n'a-t-il soutenu chaleureusement que celles des notabilités bleues et blanches? Et n'a-t-il pas aussi défendu et même présenté la candidature de certain juge de paix dont le républicanisme doit être de bien fraîche date et bien tiède?

4° Enfin et pour en terminer, qu'il réponde à cette unique et dernière question: Serait-il de si mauvaise humeur, fulminerait-il tant contre le Club central, si ce club, qui le connaît, ne l'avait pas évincé et pour cause? N'a-t-il pas assez cabalé pour se faire nommer membre du comité des onze, qu'il critique aujourd'hui avec tant d'amertume!

O orgueil, de quoi n'es-tu pas capable!

Que l'individu en question ne nous réponde pas, car, alors nous nous croirions en droit de le dévoiler complètement et de l'étouffer sous le mépris public.

SAVOIE.

Nous ne nous étions pas trompés, la réaction, qui a si longtemps profité en Savoie de la lettre qu'un des siens nous a adressée. Le *Courrier des Alpes* lance feu et flammes contre les démocrates de son pays.

Le *Patriote Savoisien* avait pressenti l'effet de cette lettre; voici ce qu'on lit dans son numéro du 13:

Le *Peuple Souverain* du 10 juillet a publié une lettre qui lui aurait été adressée de Chambéry par les démocrates de cette ville et de la province fraternellement unis.

Aux termes dans lesquels cette lettre est conçue, il n'est pas difficile de voir de quelle officine ténébreuse sort ce factum de prétendus démocrates, et nous ne serions pas étonnés de voir la Camarilla s'en emparer pour mieux glorifier et achever son œuvre. Attendons.

Italie.

MESSINE. — Le bruit courrait que, le 26 juin, une conspiration avait été découverte dans la citadelle et que plusieurs exécutions avaient eu lieu. (Leg. Ind.)

AQUILA. — Nous espérons bientôt faire cause commune avec les Calabres. Nous pouvons annoncer que cette ville, au nom des Abruzzes, a fait une adresse particulière au gouvernement de Naples, protestant de ne pas reconnaître la Chambre du 1^{er} juillet; elle a 30,000 soldats et 30 pièces de campagne prêts à marcher sur Naples.

FLORENCE. — L'envoyé extraordinaire de Charles-Albert, à Naples, le comte brignon, a quitté cette ville pour se rendre au camp du roi de Sardaigne.

MILAN. — Une circulaire de l'archevêque de Milan, au clergé de son diocèse, engage tous les ecclésiastiques à porter au gouvernement provisoire de Milan l'argent de leurs églises. Ces offrandes nécessitées par les frais de la guerre seraient à titre de prêt.

MANTOUE. — 200 sacs de riz et 30 chars de paille sont entrés à Mantoue. On prétend qu'il n'y a plus dans Mantoue que dix mille Allemands, tant cette garnison est décimée par les maladies.

TIROL ITALIEN, 2 juillet. — Hier, de 4 à huit heures, on a entendu une canonnade continue dans la direction de Dolce. Nous ne savons rien, sinon que les Croates ont eu une grande quantité de morts et qu'un canon autrichien a été démonté par les Piémontais.

VENISE. — Venise est bien approvisionnée: sa mer est libre: elle a plus de mille canots et de soixante-dix vaisseaux armés.

— Les journaux de Modène et l'Echo du Pô annoncent que l'armée piémontaise prend la route de la Vénétie par la rive droite du Pô. On a acheté à Marseille 20,000 fusils, qui arriveront à Milan cette semaine. Les préparatifs se poursuivent avec ardeur sur tous les points.

— Vincent est nommé professeur honoraire de l'université de Pise.

— M. Donigi Rovida, vice-auditeur de guerre de la di-

vision de Novare, publiée dans la *Concordia* une note pour avertir l'armée de se tenir sur ses gardes contre les menées des austro-jésuites. Ils servent d'espions à Radetski, agitent tout, troublent tout, se mêlent à tout. On les retrouve partout, hormis sur le champ de bataille.

— Les prêtres de Vienne se montrent furieux contre Pie IX ; dans leur haine folle et dans leur aveuglement, ils ont proposé l'élection d'un anti-pape. (G. de Milan.)

ROME, 5 juillet. — Il paraît positif que Radetski a fait offrir au pape l'évacuation de la forteresse de Ferrare. On ignore à quelles conditions ; mais on craint que l'Autriche, à force d'égards pour le pape, ne cherche à le détacher de l'union avec les autres États italiens.

CAZZALMAGGIORE, 6 juillet. — L'armée piémontaise s'est portée sous Mantoue, à une distance de trois milles.

— La *Gazette de Vienne*, du 1^{er} juillet, annonce que toute issue pacifique est devenue impossible par le refus obstiné des Lombards, qui ne veulent pas accepter les concessions de l'Autriche. La guerre, ajoute ce journal, sera continuée avec la plus grande vigueur, et l'armée de Radetski recevra prochainement des renforts que l'on n'évalue pas à moins de 30 à 35,000 hommes. Cela étant, et si le roi de Piémont continue à se mouvoir avec sa lenteur ordinaire autour des remparts de Vérone, le moment doit infailliblement venir où l'Italie se trouvera très-gravement compromise.

— Une lettre de Desenzano, du 7, porte que l'on a entendu pendant toute la nuit le canon gronder sous Vérone, ce qui arrive chaque fois qu'un corps piémontais s'approche de la ville. Au point du jour, toute la garnison de Peschiera était sous les armes ; on craignait une tentative de la part de l'ennemi pour reprendre la forteresse. On avait été informé que Radetski s'était dirigé sur Villafranca ; aussi l'alarme a-t-elle été grande au camp, et le roi a-t-il immédiatement quitté Roverbella pour se porter à Villafranca avec son état-major.

Correspondance particulière du Peuple Souverain.

Paris, le 14 juillet 1848.

Deux convois considérables de prisonniers ont été extraits hier et cette nuit de la Conciergerie, et ont été transférés dans les forts détachés.

— On annonce que le ministre de l'intérieur vient de décider que la statue en marbre de Châteaubriand serait placée dans le local de l'Académie française, à côté de celles de Corneille, de Racine et de Montesquieu.

— Un décret va être présenté prochainement à l'Assemblée nationale pour l'incorporation dans l'armée des gardes mobiles.

— On assure que le citoyen Sibour, évêque de Digne, a fait connaître au chef du pouvoir exécutif son acceptation de l'archevêché de Paris.

— Le ministre de la justice doit présenter dans quelques jours à l'Assemblée nationale un décret sur les corporations religieuses. Ce décret sera, dit-on, conçu dans l'esprit le plus large et le plus libéral.

— Le chargé d'affaires de Russie a remis au ministre des affaires étrangères une note relative à la question des provinces Danubiennes.

— Le citoyen Barral, répétiteur de chimie à l'école Polytechnique et chef du secrétariat de la seconde division des ateliers nationaux, avait été arrêté préventivement, et vient d'être mis en liberté.

C'est à une méprise, à une confusion de noms que doit être attribuée la mesure regrettable de son arrestation.

Cette même confusion de noms a retardé de six jours l'élargissement de cet honorable citoyen.

— Une proposition faite par le citoyen de Luppé vient d'être imprimée et distribuée ; elle a pour but d'admettre à l'hôtel des Invalides, les officiers, sous-officiers et soldats de la garde mobile, obligés de quitter le service par suite de blessures reçues dans les journées de juin 1848.

Une autre proposition a pour but de décider que les lettres ou paquets adressés aux représentants sous le couvert du président, seront remis avec l'enveloppe aux bureaux de poste de l'Assemblée et taxés conformément aux tarifs.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Suite et fin de la séance du 13 juillet.

Adoption du projet de décret relatif aux constructions. Adoption des trois projets suivants : Le premier, concernant l'achèvement du canal de la Durançe à Marseille ; le deuxième, sur l'achèvement d'une route dans le département des Hautes-Alpes, de Rousset à la Couche ; le troisième, qui autorise la ville de Paris à régulariser l'emprunt de 25 millions qu'elle a été précédemment autorisée à contracter. La séance est levée.

Correspondance particulière du Peuple Souverain.

Paris, 14 juillet 1848.

Présidence du citoyen MARIÉ.

Séance du 14 juillet.

A deux heures et demie la séance est ouverte.

Le citoyen Babaud-Larivière dépose le rapport relatif à l'érection d'un monument au citoyen archevêque de Paris. Ce monument consistera dans une statue en marbre à placer au Panthéon, et en

une plaque de marbre noir à placer à l'entrée du faubourg Saint-Antoine, à l'endroit où le prélat a été tué.

Le citoyen de Montreuil dépose une proposition relative à la colonisation de 20,000 ouvriers sur le sol de l'Algérie. Il interpelle le ministre de l'agriculture à l'effet de savoir s'il entend donner suite aux projets de colonies agricoles de son prédécesseur.

Le citoyen ministre de l'agriculture : Mon intention bien positive est de m'en occuper. Dans ce but j'établis des écoles professionnelles d'agriculture. Je donne une nouvelle impulsion à l'achèvement des chemins vicinaux. J'ai plusieurs revirements de fonds à proposer à l'Assemblée. Voilà, selon moi, le meilleur moyen d'encourager l'agriculture. (Très bien!)

Le citoyen PRÉSIDENT : L'ordre du jour appelle la discussion du décret concernant les associations d'ouvriers pour les entreprises de travaux publics.

Le citoyen LUNEAU : Il est impossible de discuter en l'absence du ministre des travaux publics, un décret qui bouleverse toute l'économie de la législation en matière d'adjudication. (Rumeurs.)

Le projet n'a été communiqué, ni aux ponts et chaussées, ni au conseil d'Etat. J'en ai parlé à divers membres du comité des travaux publics ; aucun ne l'a étudié, aucun ne croit à son efficacité. En suivant une pareille marche, nous risquons de tout bouleverser ; je demande l'ajournement.

Le citoyen STOURM : Il y a deux mois que la proposition existe ; il y a deux mois que le comité l'étudie. Le ministre des travaux publics ; il a nommé 2 ingénieurs qui l'ont discuté dans le comité. Ce projet est donc suffisamment préparé. Il y a urgence de le discuter.

L'Assemblée repousse l'ajournement.

La discussion générale est ouverte.

Le cit. Besnard combat le projet. Ce projet est dangereux il est inutile. Tout ce qu'il y a à faire, en cette matière, a été accompli dans une juste mesure par l'adoption du décret qui ouvre un crédit de 3 millions, en faveur des associations d'ouvriers, et entre les patrons et les ouvriers. Le décret actuel détruit toutes les garanties stipulées et indispensables en matière d'adjudications publiques. C'est le renversement de tout le système législatif en matière de travaux publics.

Deux inconvénients principaux ressortent du décret. Si ces travaux sont mal faits, s'ils sont abandonnés, aucun moyen de coercition ne restera à l'autorité contre une collection d'ouvriers qui n'aura point déposé de cautionnement. D'une autre part, les travaux commencés se détérioreront. L'adoption du système nouveau est exclusif du système existant. C'est une réforme entière de notre législation en matière de travaux publics. Du moins y aura-t-il un avantage dans ce changement ?

C'est plus que douteux. Jusqu'à présent, j'y vois de nombreux inconvénients, de vraies impossibilités. Les avantages qu'on y rattache en faveur de la classe ouvrière seront plutôt illusoire que réels.

Le citoyen Brunet votera en faveur du décret. Toutes les objections qui viennent d'être présentées lui paraissent avoir peu de force. Il les examine successivement et cherche à les réfuter. Il croit qu'il est possible de donner des entreprises de travaux publics aux associations d'ouvriers. C'est le seul moyen de favoriser ces associations d'ouvriers. C'est le seul moyen de favoriser ces associations reconnues aujourd'hui comme le meilleur moyen de venir en aide aux classes ouvrières.

Le citoyen Corbon soutient le projet de décret. Il cite deux associations d'ouvriers qui ont existé à Paris, et qui ont exécuté des travaux d'une grande perfection. Il cite en ce genre la typographie. Le citoyen Luneau n'exclut pas les adjudications des travaux publics en faveur des associations d'ouvriers ; seulement, il ne voudrait pas qu'elles devinssent la règle ordinaire, surtout au moment où l'on convient que le système d'association d'ouvriers est dans l'enfance. Dant l'état actuel, le ministre des travaux publics n'a pas le droit d'adjudger des travaux aux associations d'ouvriers. Au lieu d'adopter le projet, il serait convenable de le renvoyer au ministre qui le mettrait en harmonie avec la législation.

De cette façon, la chambre ferait quelque chose de sérieux.

Le citoyen Paulin Gillon appuie le projet de décret. L'association des ouvriers peut présenter, comme garanties, des syndics nommés par eux, auxquels on pourra toujours s'adresser. Les travaux commencés seront encore une autre garantie. Le préfet s'assurera de la capacité des syndics ; quant aux ouvriers qui n'auraient point d'outillage, ils ne seraient point admis aux adjudications.

La séance continue.

REVUE DE LA PRESSE LYONNAISE.

L'Union nationale plaide contre le *Censeur* en faveur de la candidature du citoyen Genoude, dont les principes, dit-elle, sont les corollaires politiques de la vie de Châteaubriand. Nous ne croyons pas cependant que le citoyen Genoude ait jamais professé que le salaire n'est que l'esclavage prolongé, que le producteur doit être élevé au niveau du consommateur, et beaucoup d'autres propositions que l'Union doit connaître. D'ailleurs, comment l'écrivain qui va tous les jours puiser dans les anciennes constitutions françaises, et dont tous les efforts tendent à leur rendre la vie, pourrait-il être le corollaire de celui qui a dit que l'ancien ordre social s'écroulait, et que tous les enfants conçus aujourd'hui dans les entrailles d'une mère française devaient en être nécessairement les ennemis.

La *Gazette de Lyon* approuve le projet de décret sur la presse et paraît même le trouver trop modéré. Oh ! charitable et chrétienne *Gazette* !

Le projet de décret du citoyen Carnot sur l'instruction primaire est détestable, de même que celui sur les créances hypothécaires et sur les successions, qui ne tendraient à rien moins qu'à faire triompher l'absurde principe de l'impôt progressif ; enfin le citoyen Vaulabelle est contraire à la liberté de l'enseignement ; mais il est anti-socialiste, et c'est ce que l'on doit avant tout rechercher dans ce moment.

Le *Courrier de Lyon* s'applaudit de voir la chambre devenir de plus en plus réactionnaire, réactionnaire dans le sens le plus énergique. Elle agit sagement, dit-il, et il ne peut que l'engager à persister dans cette voie, à y pros-

pérer et à s'y fortifier. Il se félicite de ce que le projet de décret sur les clubs amènera forcément leur suppression. Après cela, s'écrie-t-il, que l'anarchie, — et l'on sait ce que c'est que l'anarchie aux yeux du *Courrier de Lyon*, — que l'anarchie vaincue nous lance ses anathèmes du fond de ses cachots et de son impuissance. Tant mieux ! nous ne savons rien de consolant comme la douleur !

Le *Salut Public* applaudit au projet de décret sur les clubs et croit même qu'il vaudrait mieux les avoir supprimés entièrement. Les événements ont parlé et désormais la République honnête est assurée de triompher. Les événements de juin ont amené la suppression de nos libertés, mais ce sacrifice a été joyeusement consenti.

Le *Censeur* engage les ouvriers à profiter de la loi qui vient de mettre un crédit à la disposition du gouvernement pour favoriser les essais d'association. Le problème de notre temps, dit le *Censeur*, c'est l'égalité. — La liberté n'est pas destinée à résider comme une puissance inerte au fond de la conscience. — Si par la loi l'homme doit être amoindri, dites, quand bien même l'homme en retirerait un avantage matériel passager, dites hardiment : la loi est mauvaise. — Nous sommes parfaitement sur ce point de l'avis du *Censeur*. Ce journal contient aussi une lettre d'un de nos représentants qui signale ce que tout le monde, du reste, voit clairement, la tendance de la chambre à repousser tous les hommes de Février, et à livrer les destinées de la France aux mains des membres de l'ancienne gauche dynastique.

Chronique locale.

Les chantiers nationaux sont dissous ; tout le monde prévoyait cet événement depuis longtemps ; et nous devons même ajouter que dans l'opinion de la majorité de la population, le désarmement de la garde nationale n'a eu lieu que pour éviter les troubles et l'opposition qu'on pouvait redouter en annonçant cette décision. Que l'autorité rassure ; le pauvre, le travailleur gémissent sans doute de se voir enlever le seul moyen de gagner un morceau de pain, et d'en être réduits à l'aumône des bureaux de bienfaisance, mais ils resteront ce qu'ils ont été jusqu'à ce jour, calmes et résignés. Nous verrons maintenant si les capitalistes et les fabricants vont, comme ils l'ont promis, faire reprendre de l'activité à l'industrie et aux affaires. C'est là que nous les attendons ; seront-ils frères ou égoïstes ? Voilà ce qu'il serait bon de savoir et nous sommes autorisés à pencher pour la dernière des deux qualités.

Voici l'arrêté de dissolution des chantiers nationaux :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Le Préfet du département du Rhône,

Vu l'arrêté du trois juillet mil huit cent quarante-huit, rendu par le Chef du pouvoir exécutif, ordonnant la suppression des ateliers nationaux sur les divers points du territoire de la République ;

Vu les instructions transmises par le citoyen Ministre de l'intérieur,

Arrête :

Art. 1^{er}. Sont immédiatement supprimés les ateliers nationaux de la digue des Brotteaux, de la gare de la Vitriolerie, du chemin de fer de Paris à Lyon (traversée de Lyon et traversée d'Anse), des fortifications de Lyon, du chemin de Choulans, du prolongement de la digue des Brotteaux, des remblais du bas-fonds entre la digue et le Rhône, de la démolition des fortifications de la partie nord de Lyon, du chemin de Saint-Clair à la Croix-Rousse, du chemin de fer de Lyon à Bourgoin, du chemin de Fourvière et du chemin des Chartreux.

Art. 2. Des secours seront accordés aux ouvriers sans travail par les soins et sous la surveillance des Maires des dites communes.

Art. 3. Les citoyens Ingénieurs et Chefs d'ateliers sont chargés de l'exécution du présent arrêté chacun en ce qui le concerne.

Fait à Lyon, le 15 juillet 1848.

Le préfet, AMBERT.

Nous publions l'adresse suivante, attendu que nous y voyons un but d'utilité générale. Seulement nous engageons Monseigneur à changer la devise qui semblerait une insulte à la République, qui adopte celle-ci : Dieu protège la France, et Marie prie pour elle.

A Monseigneur le cardinal de Bonald, archevêque de Lyon. Monseigneur,

La noble initiative que vous avez toujours prise, lorsqu'il s'est agi des intérêts du peuple, encourage les soussignés, vos serviteurs, à s'adresser à vous dans ces temps de misère et de détresse ; la commission d'écharpes et de drapeaux donnée par le gouvernement aux fabricants de notre ville, leur a permis d'occuper quelques-uns de nos métiers que les événements ont condamnés à l'inaction ; cette commission de bienfaisance touchée à sa fin, notre horizon politique, obscurci par des menées ténébreuses, ne permet pas malheureusement d'apercevoir encore le moment où la confiance renaissant, les bras de nos braves ouvriers réclamant du travail pour donner du pain à leurs enfants amaigris par le manque du nécessaire, seront tirés du fâcheux engourdissement qui les accable. Il appartient à vous, Monseigneur, de continuer

l'œuvre du gouvernement provisoire, en engageant, le plus tôt possible, tous les curés de votre diocèse à orner leur église d'un oriflamme bleu, avec cette devise : *Marie, protège la France*, 1848.

Puisse ce symbole rallier autour de lui tous les cœurs qui aspirent à l'union de tous les français pour le bonheur de notre patrie ! Nul doute que votre noble exemple ne soit imité par tous les prélats de France, et alors, au lieu d'une aumône qui ne laisse pas que d'un peu humilier l'honnête ouvrier, artisan bien souvent de la fortune du riche, le clergé charitable commencerait à ramener la confiance, honorerait la classe ouvrière de notre ville en la chargeant d'un travail équitablement rétribué.

Nous avons l'honneur d'être avec le plus profond respect,

Monseigneur,

Vos très humbles serviteurs,

F. Demarre, négociant en soieries. — Bernard, chef d'atelier. — Clamaron, chef d'atelier. — Charnier, prud'homme. — Fraisse. — Bacot, adjoint à la Mairie. — Garnier, chef d'atelier. — P. Pailleron, conseiller municipal. — Bouchardy, conseiller municipal. — Perone, chef d'atelier. — Chipier aîné, adjoint à la Mairie. — Félix Balleudier, prud'homme fabricant. — Vernon, chef d'atelier. — Gros, chef d'atelier. — Barbier, prud'homme. — Guinet, prud'homme. — Morel, prud'homme. — Meunier, prud'homme. — Caussan, chef d'atelier. — Roussy, ex-prud'homme, chef d'atelier.

— Réponse à Monseigneur Hébrard, rédacteur de l'Union Nationale.

Ce journal que j'ai lu fortuitement, ce tout petit journal dont le bon sens populaire et l'opinion publique font justice en dédaignant de le lire; ce journal, sorti de la sacristie, tout blanc quand même, veut absolument nous ramener au bon vieux temps. Il prétend, ce présomptueux M. S. F., que les peuples doivent reculer pour rentrer dans le mode gouvernemental qui leur convient, qui seul peut faire leur bonheur. « Les peuples doivent se retremper dans leur origine », dit-il — il paraît qu'il veut rebaptiser catholiquement tous les peuples, même les luthériens, les calvinistes, les mahométans, les partisans de Confucius, de Sinto, etc.

Il croit avoir fait un chef-d'œuvre de dissertation et de logique, en comparant le système icarien et le gouvernement du citoyen Proudhon aux républiques de Sparte, d'Athènes et de Rome.

Ce qui est le plus absurde, c'est qu'après s'être évertué à prouver que Licurgue avait fondé la république sur un système égalitaire, absolu et tyrannique, à l'exclusion de la liberté et de la fraternité; qu'à Athènes, les principes fondamentaux et les lois organiques de la république étaient les conséquences de la liberté, mais de cette liberté capricieuse et inconstante naturelle au caractère et à l'esprit des Grecs, en repoussant les sentiments de l'égalité et de la fraternité; que dans la république romaine les patriciens tenaient les plébéiens dans un état de dépendance et de servage, comparable à l'état des serfs attachés à la glèbe, et aliénables et modifiables avec les immeubles des seigneurs leurs maîtres, après cela le judicieux auteur de l'article conclut que le système icarien produirait dans la pratique quelque chose de semblable; mais le système icarien, homme de mauvais foi ou ignorant que vous êtes, est basé sur la liberté, l'égalité, la fraternité, l'association, la solidarité universelle de tous les intérêts et l'unité, etc. Entendez-vous, jésuite ?

Salut et fraternité,

A. M. COLAUD.

— Dans notre numéro 98, nous avons inséré une lettre par laquelle des amis du citoyen Raymond Delorme cherchaient à le disculper. Nous avions d'autant mieux cru devoir le faire, qu'on nous assurait que le commissaire de police convenait lui-même de l'innocence du prévenu. Il n'en est pas ainsi, comme on pourra s'en convaincre par la lettre suivante, que nous nous empressons de publier.

« Croix-Rousse, 14 juillet 1848.

« Citoyen directeur-gerant du Peuple Souverain,

« Je lis dans votre numéro 98, au recto du deuxième feuillet, une lettre du 12 courant, par laquelle des amis de Raymond Delorme démentent formellement les inculpations qui pèsent sur lui; et moi je les maintiens exactes : elles seront toutes prouvées devant la justice; ainsi le Censeur et la Voix du Peuple ont dit vrai.

« Quant au fait qui m'est personnel, on dit : Il a déchiré les vêtements du commissaire de police, c'est encore faux; car, d'après les démarches que l'on a faites auprès du susdit commissaire, il a répondu que Delorme ne l'avait pas déchiré du tout. A cela, je réplique que personne n'est venu auprès de moi pour vérifier ce fait; que par conséquent je n'ai pu faire la réponse que l'on me prête, d'autant mieux que la vérité est que Delorme m'a pris deux fous collets et qu'il a déchiré ma chemise sur le sein gauche; lui-même l'a vu et en est, du reste, convenu devant le magistrat qui préside l'audience du petit parquet, en m'en faisant ses excuses.

« Je vous prie, citoyen, d'insérer ma réponse dans votre prochain numéro; elle est en tout conforme à la vérité, et j'en appelle mieux à Delorme qu'à ses amis mal informés.

« Agréez, citoyen, l'assurance de ma parfaite considération.

« Le commissaire de police,

CHAUMONT.

— Le désarmement s'est opéré partout avec la plus grande facilité et le calme le plus parfait. Bien des braves républicains avaient mis un crêpe à leurs fusils en signe de deuil. D'autres leur adressaient de chaleureuses paroles d'adieux. Ces armes qui, entre les mains du prolétaire, ont maintenu l'ordre et protégé la propriété dans les jours d'orages, ces armes avec lesquelles il espérait encore un jour pouvoir repousser l'étranger et défendre la République en péril, ces armes on les lui arrache violemment et sans sujet, sans le préparer au moins à cette douloureuse séparation ! Mais la peur ne raisonne pas, et la réaction avait peur ! Pauvre réaction, ne crains rien du peuple; marche tranquillement ton chemin, personne ne songe à l'arrêter. Au bout de la route que tu suis se

trouve un précipice sans fond. Marche vite et si tu t'engloutis dans l'abîme, ne t'en prends qu'à toi, et rappelle-toi que l'on t'avait prévenu.

— On nous rapporte qu'à la Croix-Rousse des compagnies entières de gardes-nationaux ont rendu leurs armes en chantant le *Deprofundis*. Une, entr'autres, avait mis le tambour à la queue du peloton; la caisse était recouverte d'un crêpe, et chaque citoyen en avait un au bras et un à son fusil. A part cette tristesse générale, tout a été tranquille à la Croix-Rousse.

L'abondance des matières nous force à remettre à demain et jours suivants les lettres de la démocrate Française et du citoyen Gluntz, ainsi que divers articles d'intérêts généraux.

Commission pour l'organisation du travail.

Séance du 29 juin.

Présidence du citoyen MORELLET.

Membres présents : les citoyens Briot, Clasis, Coignet (F.), Coignet (A.), Brosse, Grand-Clément, Favier, Josselin, Magnin, Morellet.

Délégués des corporations : les citoyens Bouvier, Camus, Cochet, Coret, Noël, Paillet, Peltier, Ragey, Vachon, Vittet.

Ouverture de la séance à huit heures du soir.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté après quelques rectifications.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion des articles du projet du citoyen Coignet (F.).

Le citoyen Clasis fait remarquer que l'assemblée n'est pas assez nombreuse pour délibérer sur une question aussi importante. La commission se compose de plus de soixante-dix membres, et il n'y en a qu'une vingtaine de présents. Il proteste contre toute décision prise par une si faible minorité.

Le président répond que tous les membres et tous les délégués ont été convoqués par des lettres; que l'ouverture de la séance a été retardée de trois quarts d'heure, et qu'après ces formalités, la commission a cru devoir continuer ses travaux.

Le président fait lecture des articles 15 et 16 ainsi conçus :

TITRE III. — Fondation du capital social.

Art. 15. « Le fonds social se composera des versements faits par les associés. Ces versements pourront s'opérer jusqu'à concurrence du minimum fixé par le jury d'expertise : 1° en espèces; 2° en valeurs commerciales; 3° en marchandises ouvrées ou non; 4° en métiers, usines, ustensiles ou mobilier pouvant servir à la fabrication qui fait l'objet de la présente société. »

Art. 16. « Ces versements seront enregistrés suivant l'estimation qui en sera faite par le jury préparatoire, auquel il est donné plein pouvoir pour l'acceptation ou le refus, suivant la nature des versements. »

Ces deux articles sont adoptés.

Art. 17. « Le fonds social n'est pas limité. Il devra s'agrandir progressivement en faisant appel à de nouveaux souscripteurs, au fur et à mesure du développement des opérations de la société. »

« Dans le cas d'augmentation du fonds social, les actions nouvelles seront ouvertes de préférence à la souscription des ouvriers non actionnaires. » (Adopté.)

L'article 18, après quelques légères modifications, est adopté ainsi qu'il suit :

« Des titres d'actions seront délivrés en échange des valeurs stipulées plus haut. Le taux de ces actions sera aussi peu élevé que possible, afin d'être accessible au plus grand nombre. »

Après la lecture de l'article 19, le citoyen Coignet (A.) demande des explications au sujet des ustensiles de fabrication.

Les citoyens Coignet (F.) et Morellet satisfont à cette demande.

L'article est adopté ainsi qu'il suit :

Art. 19. « Ces actions seront nominatives et transmissibles par voie d'endossement : chaque actionnaire ne sera engagé que pour le montant de sa souscription. »

« Toutes les fois qu'un détenteur d'actions voudra vendre son titre, il sera tenu de le présenter au conseil d'administration, qui le proposera au cours, d'abord aux ouvriers non actionnaires, et, sur leur refus, le conseil d'administration pourra l'acquérir au nom de la société, avec le fonds d'amortissement destiné à cet effet. Sur le refus des ouvriers et de la société, le porteur vendra à qui bon lui semblera. »

TITRE IV. — Administration.

Art. 20. « La société sera gérée par un directeur en chef, nommé à l'élection en assemblée générale et à la majorité absolue des voix. »

« L'assemblée générale désignera en même temps par l'élection un directeur suppléant, lequel devra remplacer le directeur en chef, en cas de maladie ou d'absence. » (Adopté.)

L'article suivant subit quelques petites modifications proposées par le président. Il est ainsi adopté :

Art. 21. « Il sera chargé de la direction de toutes les opérations. Il ne pourra engager la société qu'avec l'assentiment du conseil d'administration. »

« Il sera révocable par l'assemblée générale, sur la de-

mande motivée du conseil d'administration, sauf toutes mesures de garanties en sa faveur. »

Les articles 22, 23 et 24 sont adoptés sans rectifications. En voici le texte :

Art. 22. « Le directeur en chef sera assisté de sous-directeurs chargés spécialement de la direction particulière de chaque subdivision de l'industrie faisant l'objet de la société. »

Art. 23. « Ces sous-directeurs seront nommés à l'élection par l'assemblée générale, qui désignera en même temps des sous-directeurs suppléants, pour remplacer, en cas de besoin, les sous-directeurs en fonctions. »

Art. 24. « Le directeur en chef et les sous-directeurs auront pleins pouvoirs sur tous les employés sous leurs ordres, sauf toutes garanties en leur faveur. »

Art. 25. « Le directeur en chef et les sous-directeurs seront assistés d'un conseil d'administration en permanence, auquel ils rendront journellement compte de leurs opérations. (Adopté.) »

Art. 26. « Ce conseil d'administration sera composé de cinq membres, dont trois ex-fabricants et deux ouvriers choisis en assemblée générale. »

Après la lecture de cet article, plusieurs membres réclament contre cette majorité en faveur des fabricants, la considérant comme illégale et anti-démocratique.

Le citoyen Coignet (F.) fait remarquer que son intention, en faisant pencher la balance du côté du fabricant, a été de préserver les ouvriers et la société des erreurs où l'inexpérience des affaires pourraient les faire tomber. Au lieu que les fabricants, par les grandes habitudes du commerce, seraient plus aptes à diriger les opérations commerciales de l'association.

Sur la proposition du citoyen président, on décide que le conseil d'administration sera nommé par l'assemblée générale, sans déterminer dans quelle catégorie il sera pris.

L'article 26 est ainsi adopté : « Le conseil d'administration sera composé de cinq membres choisis à l'élection en assemblée générale. Leurs fonctions dureront deux ans. Ils seront renouvelés ainsi : deux après la première année et par la voie du sort, puis les trois autres après la seconde année. »

« Les membres sortant seront rééligibles. »

Art. 27. « La présidence honorifique du conseil d'administration sera attribuée au mandataire de l'Etat, qui prendra connaissance de toutes les opérations. Il n'aura pas voix délibérative. »

Art. 28. « Le conseil d'administration nommera à tous les emplois; il inspectera le matériel et le personnel de la société; il inspectera la caisse et la comptabilité; il contrôlera les opérations du directeur en chef et des sous-directeurs; il dressera le budget des dépenses et des recettes; il convoquera les assemblées générales. »

Art. 29. « Il aura droit de veto sur toutes les opérations du directeur en chef et des sous-directeurs; ce veto ne pourra être prononcé que par la signature de trois membres au moins du conseil d'administration. »

« En cas de veto, il en sera référé à l'assemblée générale qui prononcera sur la difficulté. »

« En cas d'urgence, une convocation extraordinaire de l'assemblée générale aura lieu. »

Ces trois derniers articles sont adoptés.

TITRE V. — Assemblées générales.

Art. 30. « L'assemblée générale se compose : 1° De tous les actionnaires; 2° des délégués choisis à l'élection par les ouvriers non actionnaires, conformément au nombre indiqué par le jury préparatoire. — Adopté. »

Art. 31. « Tout porteur de une à cinq actions aura une voix par action; de cinq actions à vingt, une voix par cinq actions; de vingt actions à cent, une voix par dix actions; de cent actions et au-dessus, une voix par vingt actions. »

« Chaque délégué aura droit à une voix. »

Plusieurs membres combattent cet article sous le rapport des voix; ils trouvent que c'est faire une trop large part d'influence aux capitalistes.

Le citoyen Coignet dit que ces dispositions sont nécessaires pour rassurer en tous points et de toutes manières les capitalistes qui, sans cela, ne voudraient pas participer à l'association.

L'article est adopté.

Art. 32. « L'assemblée générale prendra connaissance tous les trois mois du budget des dépenses et des recettes. »

Art. 33. « Toutes les années elle fera opérer un inventaire par un certain nombre de commissaires, choisis par moitié entre les actionnaires et les délégués des ouvriers non actionnaires. »

« Copie de l'inventaire sera adressée à tous les associés, actionnaires ou non. »

Art. 34. « Elle jugera les conflits entre les directeurs et le conseil d'administration. »

Art. 35. « Une réunion obligatoire aura lieu tous les trois mois. Des réunions d'urgence auront lieu toutes les fois qu'il sera nécessaire, sur la convocation du conseil d'administration. »

Les art. 32, 33, 34 et 35 sont adoptés.

(La suite à demain.)

Allemagne.

AUTRICHE. — Vienne, 6 juillet. — Dans le courant de cette semaine, les républicains ont essayé de nouveau de provoquer une agitation parmi les ouvriers. On a vu des groupes d'ouvriers, portant sur leurs épaules des orateurs,

parcourir les rues et défier la troupe et la garde nationale d'employer contre eux le canon si l'on ne leur procurait pas du travail. De son côté, la mauvaise presse enflamme l'esprit de désordre. Tout récemment une brochure a été publiée sous ce titre : *Que peuvent exiger 100,000 ouvriers de la Diète, ou comment peuvent-ils anéantir Vienne?*

Rendsbourg, 8 juillet. — Des négociations pour la paix sont entamées. Un ultimatum a été remis au roi de Danemark; par lequel on l'invite à déclarer avant le 10 courant, s'il accepte les propositions de paix. Sinon, le général Wrangel pénétrera dans le Jutland avec les troupes fédérales.

On ne sait pas encore qu'elles sont les conditions de la paix.

De la frontière de Transylvanie, 36 juin. — Le prince Bibeske, Hospodar de la Valachie, a été obligé de se réfugier à Cronstad. Le général Russe, Duhamel, qui a appelé les Russes dans la principauté, est également arrivé à Cronstad. Les Boyards de la Valachie veulent résister.

1er juillet. — La frontière fourmille de réfugiés distingués de Bucharest. Immédiatement après la fuite du prince Bibeske, Le plus grand nombre des Boyards, qui se sentaient compromis, ont quitté Bucharest par crainte des Russes. M. Vilura, ministre des affaires étrangères, est arrivé à Mehadjia, le ministre de l'intérieur est à Orsova.

Prusse. — Koenigsberg, 6 juillet. — Des lettres particulières nous apprennent que l'empereur de Russie a envoyé à la rencontre du général de Pfuell, un bateau à vapeur à Cronstad, et que dans l'audience qu'il a accordée au général, en présence de l'ambassadeur Prussien, S. M. s'est exprimée dans les termes les plus bienveillants.

Angleterre.

LONDRES, 12 juillet. — On lit dans le *Daily News* : Dans une récente réunion d'un des clubs de Korck, il a été porté un toast à Mme Blanc. Le toast a été accueilli avec acclamation. Cette femme a coupé la tête de 5 gardes mobiles!

On écrit de DUBLIN, le 10 juillet. — On dit que l'on doit procéder à de nouvelles arrestations et que le gouvernement est décidé à sévir contre les clubs en faisant arrêter les présidents. M. J. Meagher est de retour en ville. On dit que M. Saintly Brien a été arrêté à Korck. Cette nouvelle mérite confirmation.

On lit dans le *Globe* : Par ordre du secrétaire d'Etat de l'intérieur, les commissaires de police sont tenus de veiller à ce que les agents de police s'exercent au maniement du coutelas.

M. Angelo, professeur est chargé de leur donner des leçons.

Les journaux ne renferment pas de nouvelles politiques importantes.

Les bulletins de Paris continuent d'occuper une large place dans leurs colonnes.

Les séances des deux chambres du 11 n'ont pas offert d'intérêt. La sévérité s'accroît en Irlande contre les confédérés.

Nouvelles diverses.

Nous insérons la communication suivante, émanée d'une source officielle :

« Une feuille politique, *l'Avenir national*, a publié hier des détails circonstanciés sur une prétendue conspiration qui devait éclater, aurait-il dit, un des jours de cette semaine. Ces détails sont faux d'un bout à l'autre. Tout, dans ce récit étrange, est l'œuvre d'un esprit malade qui a pris des rêves pour des réalités, à moins que l'auteur ne se soit proposé d'écrire un roman pour épouvanter ses lecteurs et réveiller l'inquiétude publique.

« A une époque où les fausses nouvelles sont si dangereuses, où tous les journaux honnêtes prennent à tâche de les dénoncer et de rassurer les intérêts, on ne saurait trop déplorer que certaines feuilles donnent place dans leurs colonnes à de pareilles fables.

« L'article de *l'Avenir national* a été déféré au parquet, et, si nous sommes bien informés, le ministre de l'intérieur a donné les ordres les plus formels pour qu'on sévit contre tous les propagateurs de bruits alarmants. »

— M. le comte Demidoff a cru devoir protester contre les insinuations de plusieurs journaux qui semblaient lui attribuer à Paris l'introduction d'une grande quantité de monnaies russes. On prétend maintenant que ces monnaies provenaient des soldes de compte dus par le gouvernement russe par suite de la vente des rentes françaises appartenant à la banque de France.

— On croit que le prochain compte-rendu de la banque portera au crédit du trésor les 75 millions de l'emprunt autorisé par le décret adopté par l'assemblée.

— Les débats et les plaidoiries dans l'affaire du citoyen Outrebou, ancien notaire, ont été terminés hier; le prononcé du jugement au mercredi 19 du courant.

— Un journal intitulé le *Canard*, a publié dans son numéro du 19 juin dernier, un article qui a été déféré à la juridiction correctionnelle, comme contenant des allégations injurieuses et diffamatoires tant pour le citoyen Garnier-Pagès, représentant du peuple, alors membre de la commission du pouvoir exécutif, et pour la mémoire de son frère.

Le gérant, le citoyen Xavier de Montespain, assigné devant la huitième chambre, a fait défaut.

Le tribunal, après avoir entendu quelques explications du citoyen Garnier-Pagès et de M. Victor Lefranc, représentant du peuple, avocat du plaignant, a con-

danné par défaut le citoyen de Montespain à trois mois de prison, aux dépens, pour tous dommages et intérêts, et a ordonné que son jugement serait inséré dans trois journaux au choix du citoyen Garnier-Pagès.

— Il n'est pas de jour où les alarmistes ne répandent les bruits les plus absurdes sur des complots qui seraient à la veille d'éclater et qui auraient été déjoués par la vigilance de l'autorité. Les propagateurs de ces bruits, qui malheureusement trouvent créance, n'ont d'autre but que d'empêcher la confiance, le crédit et le travail qui renaissent de toutes parts et se développent tous les jours à Paris et dans les grandes villes.

La mission de la presse est de déjouer ces coupables manœuvres et de ne pas hésiter à démentir, lorsque la fausseté de ces rumeurs lui est démontrée, tous ces bruits colportés par la ville et grossis par la crédulité; c'est aussi la mission de tous les vrais patriotes et des bons citoyens.

Ainsi, que n'a-t-on pas dit sur une télégraphie nocturne établie à l'aide de signaux dans certains quartiers de la capitale? Des faits ont été articulés, et à la suite une instruction sévère a été faite par un magistrat intelligent et dévoué. Cette instruction n'est pas encore terminée; mais nous sommes en mesure d'affirmer que les recherches les plus minutieuses ont établi que rien n'était fondé dans tout ce qui a été dit, colporté et imprimé à ce sujet.

— On annonce que l'indemnité réclamée au nom des Français habitant Naples, à la suite des affaires du 15 mai, est intégralement payée. L'amiral Baudin et le citoyen Bois-le-Comte avaient ordre d'insister et de ne pas s'éloigner avant que cette juste satisfaction fût donnée à nos compatriotes.

TRIBUNAUX. — Une affaire bien bizarre a occupé avant-hier la huitième chambre de police correctionnelle de la Seine. Le citoyen Dussert, acteur du théâtre des Variétés, et le citoyen Hutan, fournisseur de modèles, ont imaginé de continuer les exhibitions des poses plastiques de Kellerg, avec cette différence que les personnages, hommes et femmes, paraissaient dans un état complet de nudité. Ils avaient ouvert, passage Saunier, une espèce de théâtre, où les curieux étaient admis, moyennant rétribution; quatorze jeunes filles et six hommes composaient la troupe et recevaient chacun 30 à 35 fr. par semaine. L'autorité, instruite de ces nouveaux tableaux vivants, un commissaire de police se transporta le 21 mai dernier, à neuf heures du soir, au théâtre du citoyen Dussert. Au moment où il entra dans la salle, un groupe de six femmes entrelassées, représentaient une fête de Cérés, d'après Aubens. Soixante ou quatre-vingt spectateurs étaient présents.

L'autorité a considéré des pareils poses plastiques comme un outrage à la pudeur, commis dans un lieu public, et a déféré les citoyens Dussert et Hutan et tous leurs modèles, à la juridiction correctionnelle.

Le citoyen Dussert et son associé, le citoyen Hutan, ont soutenu qu'il n'y avait pas eu de leur part, une spéculation, un outrage à la pudeur, mais bien une œuvre philanthropique. Ils voulaient venir en aide à une foule de modèles qui, depuis quelques temps, ne trouvent plus d'emploi. Leur salle n'était ouverte qu'aux artistes et à leurs amis.

Le jugement qui devait être prononcé aujourd'hui à l'ouverture de l'audience a été renvoyé à mardi prochain.

— Un bien triste accident vient d'affliger la ville d'Orléans. Madame Duhamel, mère de trois jeunes enfants, venait de les faire coucher jeudi, à huit heures du soir, par la domestique. Ils avaient pour chambre commune un cabinet sans cheminée, allant à la chambre de leur mère. C'est là qu'ils couchaient chacun dans un petit lit.

A dix heures, Madame Duhamel eut l'idée de repasser du linge. Elle établit son fourneau dans le cabinet de ses enfants; par une fatale réflexion, elle avait fermé la porte et la fenêtre. La pauvre mère, imprudente jusqu'à la sollicitude, avait craint que la fraîcheur de la nuit ne troublât le sommeil de ses enfants ou ne nuisît à leur santé.

Le lendemain matin, la bonne se lève à l'heure accoutumée; elle entre dans la chambre de sa maîtresse; le lit n'est pas défait. Elle veut pénétrer dans le cabinet des enfants; mais elle est saisie par une forte odeur de charbon. La porte est entr'ouverte; elle pousse, un obstacle fait résistance. Enfin elle entre, et elle aperçoit Madame Duhamel étendue par terre. Elle appelle; les voisins arrivent. On enlève Madame Duhamel; elle était sans connaissance. On se porte au lit des enfants. Tous les trois étaient morts!

Rien ne saurait rendre l'impression déchirante des témoins à la vue de ces trois petits enfants, couchés dans leur lit, et dont la figure calme, les yeux tranquillement fermés, la bouche presque souriante, semblaient indiquer que ce n'était qu'un sommeil. Hélas! le froid de la mort les avait déjà saisis.

Quant à la mère, elle donnait encore quelques signes de vie; chez elle, l'asphyxie n'était pas complète; mais les soins qui lui ont été prodigués pendant toute la journée du vendredi et pendant toute la nuit, n'ont pu la rappeler à la vie. Elle est morte samedi matin, sans avoir retrouvé un seul moment sa connaissance. La pauvre mère n'a pas eu au moins la conscience de l'affreux malheur dont elle a été la cause; elle a expiré sans avoir pu connaître la mort de ses trois enfants!

ANNONCES.

TRAITEMENT SIMPLIFIÉ.

GUÉRISON prompte et sans rechute des Maladies secrètes, Vicé dans le sang, Dartres, Gales, boutons, etc., par l'ESSENCE concentrée de Salsepareille d'Amérique, remède entièrement végétal. Son usage, très-facile et peu coûteux, ne nécessite ni dérangement dans les occupations, ni régime trop sévère. Prix : 5 fr. le flacon, chez CAMUSET, pharmacien, place des Carmes, 14, vis-à-vis l'hôtel du Parc.

On trouve, dans la même pharmacie, l'injection du docteur LUPPI, qui guérit en 3 ou 4 jours les Gonorrhées ou écoulements même les plus invétérés.

Le directeur-gérant, FAURES.

Lyon. — Imp. veuve Ayné, gr. r. Mercière, 44.

BAINS CALORIQUES

VAPEUR SÈCHE,

Rue BOURBON, 34, (à l'entre-sol) à LYON.

Fort de ses nombreux succès, des cures merveilleuses qu'il a obtenues, et dont au besoin il peut donner des preuves authentiques, M. DUGROCCQ a l'honneur de recommander au public son établissement de BAINS CALORIQUES à vapeur sèche avec aromates.

Ces Bains se composent de minéraux, tels que fer, cuivre, pierres, chauffés dans un four aérien, le tout soumis au choix et à l'appréciation de MM. les médecins. Par cette préparation, fruit d'études et d'expériences sûres, toutes les maladies réputées incurables seront immédiatement soulagées et guéries après un temps plus ou moins long. Ce nouveau mode de traitement, qui remplace avec avantage l'action des eaux thermales sulfureuses, active la circulation du sang, facilite l'épanchement des eaux, adoucit et blanchit la peau, en détruit toutes les maladies, anéantit à jamais les dartres de quelque nature qu'elles soient, lors même qu'elles dateraient de vingt ans. En un mot, rien ne résiste à l'action épurative de cette vapeur sèche.

Affections scrofuleuses ou humeurs froides, engorgements des glandes lymphatiques, démangeaisons, tout se dissout; les douleurs provenant d'anciennes blessures sont toujours calmées; les vieilles plaies fangeuses, les gangrènes sont toujours guéries; l'engorgissement des membres, la raideur des nerfs, les maladies syphilitiques et leurs affreuses conséquences, les pustules plates répandues sur tout le corps, les inflammations et rougeurs des yeux, les douleurs de goutte, les rhumatismes chroniques les plus rebelles, tout s'évanouit en peu de temps, dix jours de traitement amènent une amélioration telle que le malade quitte bâton et béquilles; l'enflure de jambes, quelle qu'en soit la nature, se dissipe en moins de douze jours; les fausses ankyloses ou enflures sont toujours radicalement guéries; les ulcères corrosifs, les cancers oculaires et les cancers ulcérés, qu'aucune médication n'a pu soulager,

sont complètement guéris; la lèpre, enfin tout ce qui vient de l'impureté du sang, même le *noli me tangere* ou chancre: les hémorroïdes, quelle qu'en soit l'importance, la fièvre, les courbatures, les dépôts de gale, obtiennent un prompt soulagement, ainsi que les dépôts de lait ulcérés, qui guérissent sans laisser de cicatrice. Quant aux chauds et froids, trois bains suffisent pour satisfaire entièrement la personne malade.

La RAGE, cette terrible maladie, est entièrement guérie, non seulement aussitôt la morsure, mais encore au premier accès, soit au bout de trente ou quarante jours. Nous ne saurions donc trop recommander l'emploi de ce moyen puissant de guérison aux malheureuses victimes de la RAGE.

On ne saurait trop appeler l'attention sur les succès merveilleux opérés dans les humeurs froides ou scrofuleuses. Après avoir éprouvé toute la médecine et essayé, pendant quinze ou vingt années, de toutes les eaux que l'on peut avoir découvertes, sans obtenir aucun soulagement à cette affreuse maladie, trois ou quatre mois suffisent pour en opérer la cure radicale, ainsi que pour d'autres plaies semblables, que l'on nomme en termes vulgaires: *vieilles gouttières*.

Il y a un médecin attaché à l'établissement. — On guérit radicalement du mal caduc.

Les bains caloriques remplacent avantageusement les eaux minérales, thermales et sulfureuses, en ce qu'ils ont une action plus prompte, plus énergique, et qu'ils n'exigent pas, comme les autres, l'opportunité de la saison; le degré de chaleur sera approprié à la maladie et au tempérament de chaque individu.

Déjà plusieurs médecins parmi les plus distingués ont confié aux soins de M. DUGROCCQ une foule de malades, et tous n'ont eu qu'à s'applaudir des résultats obtenus, résultats qui lui ont valu les suffrages de tous ces messieurs.

La réputation des bains caloriques à vapeur sèche, dont le résultat est positif et incontestable, est donc maintenant aussi bien établie que méritée, et il s'estime très heureux de pouvoir offrir à la société une invention qui a pour but de guérir ses semblables sans avoir recours à des procédés étrangers et ruineux.

N'oublions pas que les enflures de goutte sont souvent dissoutes en cinq à six jours.